Edito : Verdissement en cours...

Jean-Frédéric Vergnies

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4779>

DOI : 10.4000/formationemploi.4779

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 12 octobre 2016

Pagination : 1-2

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean-Frédéric Vergnies, « Edito : Verdissement en cours... », *Formation emploi* [En ligne], 135 | Juillet-Septembre 2016, mis en ligne le 12 octobre 2016, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4779> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.4779>

Verdissement en cours...

Jean-Frédéric Vergnies
Rédacteur en chef

Les emplois verts représentent-ils un gisement d'opportunités pour résoudre le chômage, notamment des jeunes ? De prime abord, on semble encore loin du compte (voire du conte...). Ainsi, en France, la part de la surface cultivée attribuée à l'agriculture biologique représente moins de 5 % ; les emplois verts sont estimés à quelque 0,5 % des emplois, et les emplois verdissants à près de 14 %¹.

Pourtant, la transition écologique participe d'un nouvel ordre du monde, souvent à pas discrets, que ce numéro contribue à décrypter dans le domaine des relations entre formation, travail et emploi.

On n'explore pas ici l'ampleur du changement climatique, de la transition écologique, de la décroissance soutenable ou du développement durable à envisager. Ce numéro propose plutôt des analyses fines des transitions en cours. Ces dernières ne renvoient pas seulement à des changements quantitatifs ou qualitatifs mais interrogent plus profondément un changement « d'ordre » : ordre des parties prenantes, des niveaux de décision (global-local), des valeurs (modernité, éthique), des rapports entre savoirs/recherche et actions, entre travail-emploi et organisation,...

Ainsi, **Emilie Bargues & Diego Landivar** montrent que les organismes de formation relaient davantage les savoirs officiels, bien que les discours critiques et les objets de controverses soient nombreux. Ces controverses interrogent aussi le fonctionnement du système éducatif. **Jean-François Métral, Paul Olry, Marie David, Philippe Prévost, Fanny Chrétien, Nadia Cancian, Nathalie Frère & Laurence Simonneaux** analysent

1 .En 2011, 143 000 personnes exercent une profession « verte », 45 % dans la production et la distribution d'énergie et d'eau ; 36 % dans l'assainissement et le traitement des déchets, le reste concerne la protection de la nature ou des métiers plus transversaux de l'environnement. 3,8 millions de personnes occupent un métier « verdissant » qui intègre, de façon significative et quantifiable, la dimension environnementale ; parmi ces métiers, plus d'un sur deux concerne le bâtiment ou les transports, avec des niveaux de qualification très variés : cf. Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev).

comment la politique de réduction des pesticides touche les enseignants des lycées agricoles et interroge les pratiques et les normes vécues par les enseignants, les tuteurs et leurs élèves.

De la même manière, en formation continue, la « montée en compétences vertes » soulève des questions plus profondes que l'organisation ou la réorganisation de dispositifs de formation.

Ainsi, dans le secteur du bâtiment, pour **Jean Frances & Aurélie Tricoire**, cette modification des compétences interroge la structuration même du secteur. Elle mobilise aussi la vision du métier, portée par une approche soit traditionnelle et technique, soit globale et évolutive à long terme. Dans le domaine connexe de l'installation solaire, **Hubert Amarillo** insiste, quant à lui, sur la place des réseaux sociaux dans la construction des qualifications. Concernant l'expérience des premiers bâtiments basse consommation dans les organismes HLM (habitations à loyer modéré), **Pascal Ughetto** souligne que si les défis apparaissent d'abord au niveau technique, au final, ils se déclinent plus en termes de coordinations entre fabricants, installateurs et entreprises de maintenance, et davantage encore en termes d'accumulation de l'expérience et d'alimentation de l'apprentissage collectif. Ils relèvent donc moins de besoins en formation que d'organisation et de management. **Joseph Cacciari** examine, pour sa part, la politique de « verdissement » du secteur de l'habitat, à partir du métier de Conseillers info énergie (CIE). Il soutient alors que l'économie verte se trouve dans une incertitude vis-à-vis de son institutionnalisation même.

Ce numéro se conclut par un regard plus économique. Ainsi, **Christelle L. Garrouste & Estelle Courtial** présentent un outil de prospection de l'employabilité des diplômés en géosciences et environnement issus des universités qui, au-delà d'une approche seulement quantitative, permettra des réflexions qualitatives sur la diffusion des diplômés dans les métiers et activités les plus variés. Pour finir, dans sa postface, **Rémi Bazillier** souligne que la transition écologique est peu susceptible d'avoir un impact total important sur l'emploi ; elle implique cependant des transferts massifs d'emplois, tant à l'intérieur des secteurs qu'entre secteurs. Il conviendra, dès lors, d'accompagner ces changements pour en garantir la faisabilité et l'acceptabilité.

Bonne lecture.